



Politisation et rapports ordinaires aux vaccins

Premiers enseignements de l'épidémie de Covid-19

Jeremy K. Ward

DANS **L'ANNÉE SOCIOLOGIQUE** 2023/2 (VOL. 73), PAGES 267 À 294

ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISSN 0066-2399

ISBN 9782130843283

DOI 10.3917/anso.232.0267

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2023-2-page-267.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

POLITISATION ET RAPPORTS ORDINAIRES AUX VACCINS

PREMIERS ENSEIGNEMENTS
DE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

Jeremy K. WARD

RÉSUMÉ. – L'influence des identités et croyances politiques sur les attitudes à l'égard d'une grande diversité d'aspects de l'épidémie de Covid-19 a été soulignée dès les débuts de cette crise. Dans cet article, nous dressons un bilan de ce que les enquêtes par questionnaire réalisées au cours de l'épidémie nous disent de la relation entre vaccination et politisation. Nous souhaitons également faire un état des lieux des débats internationaux sur l'influence des identités politiques sur les attitudes à l'égard de la santé, la médecine et la science plus généralement. Les approches ancrées en psychologie cognitive et sociale dominent cette littérature. À partir du cas français, nous montrerons les apports, mais aussi les limites de ces approches. Nous proposerons certaines pistes d'articulation entre cette littérature et la sociologie française des rapports ordinaires à la politique. Ces pistes permettent de mieux comprendre la place que peuvent avoir les rapports ordinaires à la politique dans les rapports à la santé.

MOTS-CLÉS. – Vaccination ; politique ; Covid-19 ; questionnaire ; cognition sociale ; rapports ordinaires à la science.

ABSTRACT. – The influence of political identities and beliefs on attitudes towards a wide range of aspects of the Covid-19 epidemic has been highlighted since the beginning of the crisis. In this article, we take stock of what the questionnaire surveys conducted during the epidemic tell us about the relationship between vaccination and politicisation. We also aim to take stock of international debates on the relationship between political identities and attitudes towards health, medicine and science more generally. Approaches rooted in cognitive and social psychology dominate this literature. Based on the French case, we will show the contributions, but also the limits of these approaches. We will suggest some ways of linking this literature to the French sociology of ordinary relations to politics. These avenues will allow us to better understand the place that ordinary relations to politics can have in relations to health.

KEYWORDS. – Vaccination; Politics; Covid-19; Survey Questionnaire; Social Cognition; Public Attitudes to Science.

L'Année sociologique, 2023, 73, 2, p. 267-294

L'influence des identités politiques sur les attitudes à l'égard d'une grande diversité d'aspects de l'épidémie de Coronavirus (Covid-19) et de sa gestion a été mise sur le devant de la scène dès les débuts de la crise. Cette thématique a été portée dans les débats publics par un nombre inédit d'enquêtes d'opinion combinant des questions sur l'épidémie et sur les partis et personnalités politiques français. Ce foisonnement de données constitue une opportunité précieuse d'approfondir l'analyse des rapports entre politisation et santé.

En effet, l'idée que la santé et la médecine ont une dimension éminemment politique irrigue une grande partie de la sociologie de la santé (Vassy & Derbez, 2019). Les sociologues tendent à adopter une définition large de la politisation, laquelle consiste en la « requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités » (Lagroye, 2003 : 361). Cette définition a l'avantage de souligner l'importance des opérations par lesquelles les acteurs font sortir les enjeux de santé de la sphère privée ou des parcours de prise en charge par l'institution médicale. De nombreux travaux ont notamment porté a) sur la dimension politique des ressources et répertoires d'arguments utilisés par les patients pour remettre en cause les parcours habituels de prise en charge de leurs maux, b) sur les registres d'actions et cadrages utilisés par les associations de patients dans leurs mobilisations, et c) sur la manière dont des questions de santé deviennent des problèmes publics (voir Bergeron & Castel, 2015). Cependant, la sociologie politique a aussi proposé une définition plus restrictive du politique, centrée sur l'existence d'un domaine d'activité ayant une certaine autonomie et sur la compétition pour les ressources propres à cette activité (mandats, carrières, visibilité, etc.). Cette définition plus « légitimiste » porte une plus grande attention à l'activité des partis. La politique est alors circonscrite à « cela seul qui ressort des activités des spécialistes de l'activité politique » (Buton *et al.*, 2016). Ces deux définitions – que l'on qualifiera de *lato sensu* et *stricto sensu* dans la suite de cet article – ne sont évidemment pas incompatibles. Les sociologues adoptant la seconde proposent simplement de se concentrer sur une forme spécifique de politisation et tendent à adopter un agenda de recherche articulant les deux aspects (Barrault-Stella, Gaïti & Lehingue, 2019 ; Buton *et al.*, 2016).

Cependant, il est important de noter que les sociologues de la santé, en France, se sont relativement peu intéressés à la politique *stricto sensu*. Cela s'explique par la faible place qu'y occupent les

questions de santé dans la lutte entre partis (à l'exception peut-être des questions de financement de la Sécurité sociale [voir Bergeron & Castel, 2015]). Or, avec l'épidémie de Covid-19, nous avons vu la santé et la médecine placées au premier rang des sujets d'opposition entre partis. Le gouvernement (La République en marche) et les oppositions (notamment le Rassemblement national, La France insoumise et Les Républicains) ont régulièrement exprimé leurs désaccords sur des sujets tels que l'efficacité des masques chirurgicaux, le recours à l'hydroxychloroquine, la stratégie d'utilisation des tests de dépistage, l'organisation de la campagne de vaccination et la mise en place d'un passe sanitaire. Cette épidémie constitue ainsi une opportunité pour prolonger la réflexion sur les rapports entre politique et santé.

Dans cet article, nous souhaitons explorer les relations entre les rapports ordinaires à la politique et les attitudes à l'égard des vaccins. Sur le sujet des vaccins, la littérature en sciences sociales a aussi eu tendance à n'adopter qu'une définition *lato sensu* du politique. Ainsi, la dimension profondément politique de la vaccination a très tôt été soulignée par les chercheurs (Holmberg, Blume & Greenough, 2017). Historiens, politistes et sociologues se sont beaucoup intéressés aux résistances qu'a pu susciter dans de nombreux pays cette intervention biopolitique par excellence, résistances qui révèlent des tensions sociales plus générales. Ainsi, les mobilisations contre les politiques vaccinales ont souvent porté une dénonciation du traitement, par les élites dirigeantes, des classes populaires – comme dans le cas des mouvements anglais du XIX^e siècle (Durbach, 2004) – et des minorités raciales – comme au Brésil au début du XX^e siècle (Löwy, 2009). Elles ont aussi pu participer aux mouvements pour la reconnaissance des droits des consommateurs, aux mouvements écologistes et féministes, comme aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale (Conis, 2014). Les travaux portant sur les réticences ordinaires à se faire vacciner ont aussi montré à quel point elles participent d'un décroisement de cette question en la réinsérant dans des relations et tensions sociales qui vont au-delà du monde médical. Ces travaux ont notamment montré que le scepticisme vaccinal pouvait participer de dénonciations des failles de l'action publique dans des domaines allant des inégalités ethno-raciales, de la marginalisation de l'expérience et de l'expertise des femmes, à l'influence des entreprises alimentaires et pharmaceutiques sur la régulation des produits mis à disposition du public, jusqu'à la gestion des risques environnementaux et des attaques contre la « nature » (Attwell *et al.*, 2018 ; Reich, 2016).

Cette focalisation sur le politique à côté de la politique se comprend au regard des formes de politisation de la question vaccinale qui ont dominé dans les mouvements critiques et dans les débats publics, notamment en France. Si les acteurs centraux de ces mobilisations ont souvent cherché à obtenir le soutien de personnalités et de partis politiques, le souci d'éviter la récupération politique et d'afficher une image d'acteur apolitique au service de tous semble être commun aux meneurs des mobilisations dans la plupart des pays étudiés. Ce positionnement se traduit dans les arguments les plus souvent croisés par les chercheurs, parmi lesquels on trouve a) l'appel à la nature ancré dans une opposition à l'intervention artificielle des humains sur le cours du vivant ; b) un registre complotiste proposant un rejet global de l'ensemble des acteurs politiques et institutionnels ; c) des tentatives de démonstration de l'existence de liens de causalité entre vaccination et un ensemble d'effets secondaires identifiés ; et d) la dénonciation de possibles manquements dans la recherche et les processus d'autorisation de mise sur le marché (Salvadori & Vignaud, 2019 ; Ward & Peretti-Watel, 2020). Dans le cas français, ce faible intérêt pour la politique *stricto sensu* peut se comprendre par la faible place que les partis et leurs représentants ont occupée dans les débats publics sur les vaccins qui se sont pourtant multipliés depuis la fin des années 1990 et surtout depuis 2009 (Cafiero, Guille-Escuret & Ward, 2021). Cela peut notamment éclairer les raisons pour lesquelles les affinités partisans n'ont pas figuré, avant l'épidémie de Covid-19, parmi les explications proposées à la répartition des réticences aux vaccins en France (Ward & Peretti-Watel, 2020).

Pourtant, les enquêtes par questionnaire réalisées tout au long de l'épidémie ont systématiquement montré de forts écarts d'intention de vaccination contre le Covid-19 selon les préférences politiques, et ce, dès le premier confinement de mars 2020. Dans cet article, nous souhaitons dresser un bilan de ce que les enquêtes menées au cours de l'épidémie nous disent sur la relation entre vaccination et politisation. Par ce biais, nous souhaitons également faire un état des lieux des débats internationaux sur l'influence des identités politiques sur les attitudes à l'égard de la santé, la médecine et la science plus généralement. Les approches ancrées en psychologie cognitive et sociale dominent cette littérature. À partir du cas français, nous montrerons les apports, mais aussi les limites de ces approches. Nous proposerons certaines pistes d'articulation entre cette littérature et la sociologie française des rapports ordinaires à la politique. Ces pistes permettent de mieux comprendre la place que peuvent avoir les rapports ordinaires à la politique dans les rapports à la santé.

Une répartition très politique des attitudes à l'égard des vaccins

Pour une chercheuse ou un chercheur qui découvrirait la thématique des rapports ordinaires aux vaccins pendant l'épidémie de Covid-19, l'absence de la problématique des identités politiques dans les travaux antérieurs ne pourrait paraître qu'aberrante. En effet, on a pu observer tout au long de l'épidémie de très forts écarts d'intention de vaccination contre le Covid-19 en fonction de la proximité partisane. Avec des collègues, nous avons compilé le plus grand nombre possible d'enquêtes par questionnaire réalisées auprès d'échantillons représentatifs de la population adulte résidant en France métropolitaine et contenant des items portant sur la proximité partisane des répondants et leur intention de se faire vacciner contre le Covid-19 (Ward *et al.*, 2023a¹). L'analyse de ces 34 enquêtes réalisées entre mars 2020 et juin 2021 montre de nets écarts d'intention de vaccination à toutes les périodes entre, d'un côté, les répondants se sentant les plus proches des partis du centre, de droite et de gauche, et de l'autre, ceux se sentant les plus proches des partis de droite radicale et de gauche radicale – les personnes se sentant proches des partis écologistes se situant entre ces deux groupes.

Ces écarts se manifestent très tôt lors de l'apparition de l'épidémie. Ainsi, une enquête réalisée au début du confinement (27-29 mars 2020) montrait déjà des écarts importants d'intention de vaccination contre le Covid-19 selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Les personnes ayant voté pour Emmanuel Macron, François Fillon ou Benoit Hamon avaient davantage l'intention de se faire vacciner lorsqu'un vaccin serait disponible que ceux ayant voté pour un candidat de la droite radicale ou pour un candidat de la gauche radicale (Coconel, 2020).

On trouve des résultats similaires avec d'autres manières d'approcher les attitudes à l'égard des vaccins contre le Covid-19. Ainsi, dans une enquête réalisée en mai 2021, nous avons posé les questions suivantes : « Demanderez-vous à vos proches de se faire vacciner pour votre protection ? » et « Si l'un de vos proches vous demandait de vous faire vacciner pour leur protection, cela vous pousserait-il à vous faire vacciner ? ». Dans les réponses, on trouve une forte opposition entre droite et gauche radicales d'un côté, et centre-droite-gauche de l'autre (Ward *et al.*, 2021). Dans cette même enquête, on constate aussi que les personnes se disant proches

1. Cette base de données intègre notamment les enquêtes exploitées par Anne-Sophie Hacquin et ses collègues (Hacquin *et al.*, 2020).

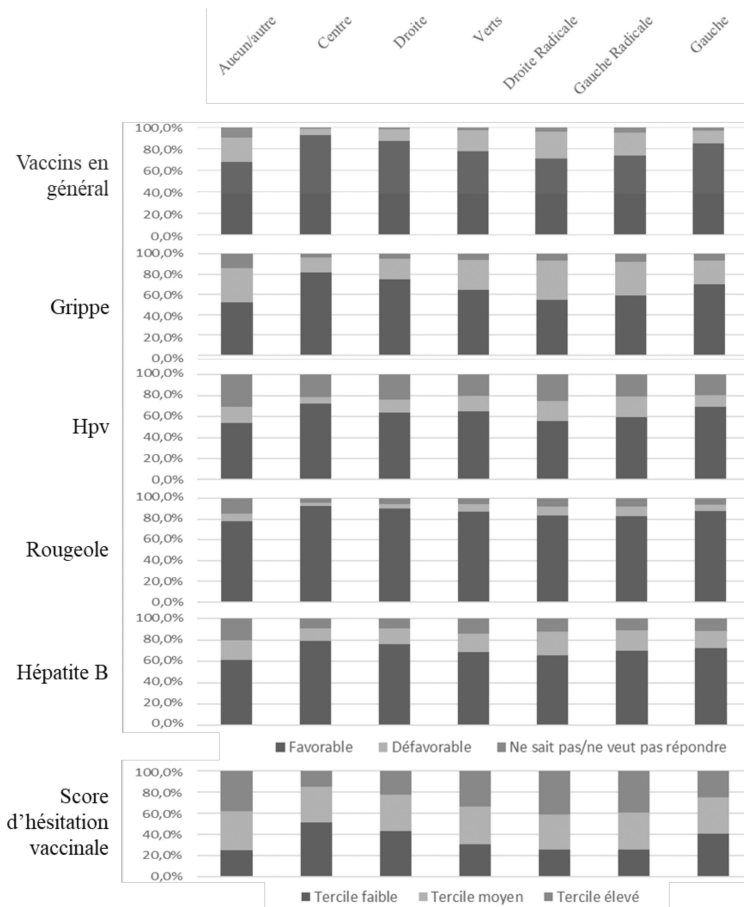
des partis de droite, de gauche et du centre présentent systématiquement les jugements les plus favorables quant à la sécurité et l'efficacité des quatre vaccins contre le Covid-19 disponibles en France à ce moment-là ; les personnes proches des partis de droite radicale présentant systématiquement les jugements les plus défavorables. Ces dernières y étaient aussi les plus défavorables à l'idée d'une obligation vaccinale (Gagneux-Brunon *et al.*, 2022). Dans une autre enquête, réalisée en décembre 2021, on constatait que les personnes proches des partis de droite et de gauche radicales étaient beaucoup plus défavorables à la vaccination des enfants de 5 à 11 ans contre le Covid-19 (Ward *et al.*, 2022a). Enfin, dans une enquête réalisée en mai 2022, nous avons demandé aux répondants s'ils s'étaient sentis bien informés sur la question des vaccins contre le Covid-19. La proportion des enquêtés s'estimant mal informés était alors beaucoup plus importante chez les personnes se sentant proches des partis de la droite et de la gauche radicales (Ward *et al.*, 2022b). Le même résultat se retrouvait dans cette enquête à propos de la propension à faire un futur rappel pour prolonger l'immunité contre le Covid-19.

Mais ces différences d'attitude selon la proximité partisane ne sont pas restreintes à la vaccination contre le Covid-19. Ainsi, dans quatre enquêtes réalisées entre juillet 2021 et mai 2022, nous avons demandé aux répondants (adultes vivant en France métropolitaine) s'ils étaient favorables aux vaccins en général, au vaccin contre l'hépatite B, au vaccin HPV, au vaccin contre la rougeole et au vaccin contre la grippe. Nous avons regroupé ces quatre enquêtes pour obtenir un échantillon plus important et affiner l'analyse ($n = 9\,177$)². Nous avons alors pu constater des écarts de jugement similaires à ceux décrits ci-dessus pour chacun des vaccins (voir tableau 1). Nous avons aussi calculé un score de réticence vaccinale à partir de ces items et constaté les mêmes écarts dans la ventilation au sein des terciles de ce score. Par exemple, 51,2 % des personnes se disant proches des partis du centre faisaient partie du tercile au score de réticence vaccinale le plus faible, contre autour de 25 % des proches de partis de la gauche radicale ou de la droite radicale.

Malheureusement, il est très difficile de replacer ces résultats dans le temps long. Avant l'épidémie de Covid-19, les enquêtes par questionnaire portant sur les vaccins et intégrant des items politiques sont extrêmement rares. Quelques enquêtes réalisées par des instituts de sondage entre 2000 et 2020 ont inclus un ou plusieurs items portant sur les vaccins et l'on sait que les variables politiques tendent

2. Pour une présentation des données et de l'analyse, voir les extraits disponibles en ligne, https://github.com/ICOVAC-FRANCE/Annexes_article_annee_sociologique_2023, consulté le 31 mai 2023.

**Tableau 1. – Attitudes à l'égard des vaccins
selon la proximité partisane**
(Enquêtes SLAVACO 1, 2, 3
et COVIREIVAC 2-SLAVACO 4 ; n = 9177)



Source : Données issues de quatre enquêtes réalisées auprès d'échantillons représentatifs de la population adulte résidant en France métropolitaine (méthode des quotas sur l'âge, le sexe, la CSP et la taille de l'agglomération et la région de résidence) : SLAVACO vague 1 (collecte entre le 13 et le 22 juillet 2021, n = 3087) ; SLAVACO vague 2 (22 septembre-1^{er} octobre 2021, n = 2015) ; SLAVACO vague 3-SESSTIM (2-17 décembre 2021, n = 2022) ; et SLAVACO vague 4-COVIREIVAC vague 2 (25 avril-9 mai 2022, n = 2053). Collecte : ORS-PAC auprès de Bilendi.

à être automatiquement incluses dans leurs questionnaires. Cependant, les éléments de ces enquêtes rendus publics ont été très limités

et les variables politiques n'ont été que très rarement exploitées dans les rapports que nous avons trouvés.

Les rares exceptions à ces règles ont trait principalement à l'épidémie de grippe A(H1N1) de 2009-2010, période pendant laquelle les instituts de sondage ont réalisé quelques enquêtes sur les intentions de vaccination. Les rapports publiés par ces divers instituts – rapports qui ne présentent que des statistiques descriptives très basiques – ne suggèrent pas de poids fort et stable de la proximité partisane (voir Ward, 2015 : 548-554). Deux enquêtes, réalisées après la grippe A, suggèrent un renforcement dans le temps de la politisation des perceptions. Mais il est difficile d'établir cette tendance avec certitude du fait des items intégrés dans ces enquêtes et du caractère très sommaire des analyses publiées (tris croisés sans tests de significativité). Ainsi, l'enquête « image de la science », réalisée en 2011, comprenait un item portant sur l'obligation vaccinale. La question des modalités de l'intervention publique dans le domaine des vaccins est assez différente de celle de la perception des vaccins en eux-mêmes, mais elle n'est pas non plus complètement déconnectée de celle-ci. Cette enquête suggère que parmi les 1 027 répondants, la tendance à défendre la liberté de vaccination est plus répandue chez les personnes qui se sentent proches des verts (39 %, n = 78), du parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon (39 %, n = 49) et moins répandue chez ceux se sentant proches de l'Union pour un mouvement populaire (18 %, n = 152) et du Parti socialiste (23 %, n = 262) (Boy, 2012). Ensuite, l'enquête portant sur le conspirationnisme commanditée en 2018 par Conspiracy Watch et la Fondation Jean Jaurès demandait aux répondants leur degré d'accord avec l'item suivant : « Le ministère de la Santé est de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher au grand public la réalité sur la nocivité des vaccins ». À partir de cet item à la formulation très particulière, Conspiracy Watch diagnostiquait une forte politisation des attitudes³. Les personnes se déclarant proches de La France insoumise, de Debout la France et du Rassemblement national étaient respectivement 53 %, 54 % et 61 % à se dire d'accord avec cet énoncé contre 20 % chez les répondants se disant proches de La République en marche.

La quasi-inexistence des données accessibles croisant attitudes à l'égard des vaccins et identités politiques avant l'épidémie de Covid-19 limite donc malheureusement l'interprétation des résultats obtenus dans les enquêtes conduites durant l'épidémie. En effet, la

3. Voir « Défiance anti-vaccinale et complotisme : que disent les chiffres ? », 19 juin 2019, disponible en ligne, <https://www.conspiracywatch.info/defiance-anti-vaccinale-et-complotisme-que-disent-les-chiffres.html>, consulté le 18 mai 2023.

place à donner respectivement aux explications conjoncturelles et structurelles est au cœur des débats théoriques actuels au sujet du rapport entre politisation et attitudes à l'égard des vaccins.

L'explication par les signaux partisans

Signaux partisans et cognition motivée

Au cours des dix dernières années, une attention croissante a été portée à l'influence des identités et des croyances relevant de la politique *stricto sensu* sur les attitudes à l'égard des vaccins (Choi & Fox, 2022 ; Hornsey *et al.*, 2021 ; Motta, 2021 ; Pink *et al.*, 2021 ; Wollebæk *et al.*, 2022). Cette attention s'inscrit dans un débat plus large sur les attitudes du public à l'égard de la science, débat qui a principalement intéressé des spécialistes de psychologie sociale, de psychologie cognitive et des comportements politiques⁴. Les attitudes négatives envers les vaccins ont été interprétées comme un parfait exemple de la méfiance contemporaine envers la science et les experts.

Les chercheurs ont eu tendance à se restreindre aux explications *top-down*, pour reprendre l'expression employée par Joseph Uscinski et ses collègues (Merkley & Loewen, 2021 ; Uscinski *et al.*, 2021). Le principal mécanisme reliant croyances et identités politiques à la méfiance envers les vaccins, identifié dans la littérature, est défini comme une combinaison de ce que ces chercheurs appellent des *signaux partisans* et de la *cognition motivée* (Hornsey *et al.*, 2021 ; Motta, 2021 ; Pink *et al.*, 2021). Ce mécanisme complexe peut être résumé de la manière suivante : les personnes appartiennent à une variété de groupes sociaux – y compris des groupes politiques. L'appartenance à chaque groupe implique l'adhésion à un certain ensemble de croyances et de valeurs. L'importance de ces groupes sociaux dans la vie d'une personne peut être si forte qu'elle affecte ses processus de jugement à travers une variété de biais cognitifs. En effet, les personnes ont tendance à accepter les informations ou les

4. Rappelons que nous nous concentrons ici sur les travaux portant sur les rapports à la politique *stricto sensu*. Il est important de noter que cette littérature a eu le défaut de très peu interroger la relation entre ce rapport à la politique partisane et les formes de politisation ordinaires allant au-delà de ce cadre restrictif. Cela s'est notamment traduit par une occultation à peu près complète des travaux de Philip Converse ainsi que des travaux interprétant les réticences vaccinales comme des formes de critique sociale ordinaires. Ce défaut se lit aussi dans l'usage des travaux de Dan Kahan, psychologue cognitif fortement inspiré des travaux de Mary Douglas et de Aaron Wildavsky. Cet auteur est presque systématiquement cité pour la théorisation qu'il propose de l'articulation entre signaux partisans et cognition motivée (Kahan, 2012), tandis que cette littérature ignore presque entièrement ses résultats montrant le rôle des conceptions ordinaires du risque.

prétentions à la crédibilité des producteurs d'informations uniquement si elles ne les perçoivent pas comme allant à l'encontre des croyances ou des valeurs fondamentales de leur groupe, sinon elles les rejettent. Leur raisonnement est donc « motivé » dans la mesure où il cherche, au moins en partie, à justifier – ou du moins à préserver – les principes fondamentaux de l'identité de leur groupe. Mais le lien entre l'appartenance à un groupe social particulier et une question spécifique, telle que la vaccination, n'est pas nécessairement automatique. Lorsque les dirigeants politiques prennent position au sujet des vaccins, ils signalent au public que les dimensions politiques de leur identité peuvent (et doivent) influencer leur jugement sur cette question. Cette approche est *top-down* dans la mesure où elle souligne la nécessité de ces signaux partisans pour activer le raisonnement à motivation politique au sein du public sur un certain nombre de questions, dont la vaccination. En effet, de nombreux auteurs ont souligné le fait que, tant la défense que la critique des vaccins peuvent être formulées à l'appui d'une grande variété de croyances politiques souvent opposées, ou du moins que la vaccination n'est pas une question intrinsèquement politisée (Hornsey *et al.*, 2021 ; Motta, 2021). Cette approche a également l'avantage de reconnaître la plasticité des idéologies et des identités politiques. Dans le cas américain par exemple, les éléments centraux des identités *liberal* ou *conservative*, et la manière dont ils sont appliqués à une question telle que les vaccins, évoluent de manière assez significative dans le temps (Uscinski *et al.*, 2021).

Cette approche a également le grand mérite d'intégrer l'importance variable que les personnes accordent à la politique dans leur vie. Au cœur du raisonnement de ces chercheurs, on trouve ainsi le fait qu'il existe des différences individuelles dans la capacité à identifier et donner de l'importance à ces *signaux partisans*. Ces différences sont souvent théorisées comme reflétant des variations dans l'intérêt des individus pour la politique et ce que certains appellent la *sophistication politique* (Hornsey *et al.*, 2021). Dans ce cadre analytique, les personnes les plus sensibles à la politique sont plus susceptibles d'être influencées par ce que les politiciens disent sur les vaccins. Ce cadre a principalement été développé pour donner un sens au contexte américain. Des membres éminents du Parti républicain – comme Donald Trump – ont été parmi les critiques les plus visibles des vaccins au cours des dix dernières années.

Les partis politiques français et les vaccins

À l'appui d'une explication des différences partisans françaises, on peut souligner une série de prises de position des principaux partis sur les vaccins au cours des dix dernières années.

Commençons par tenter d'expliquer les différences d'attitude à l'égard des vaccins contre le Covid-19. Le débat sur la vaccination Covid-19 n'a pas vraiment émergé avant l'automne 2020, lorsque les laboratoires pharmaceutiques ont annoncé les résultats de leurs essais cliniques. Néanmoins, les différences observées entre, d'une part, les personnes du centre, de la droite et de la gauche et, d'autre part, les personnes de la droite radicale et de la gauche radicale et les écologistes, peuvent s'expliquer par les prises de position publiques sur la vaccination des représentants de ces partis avant l'épidémie. Les réticences à se faire vacciner contre le Covid-19 chez les personnes qui se sentent proches de ces derniers pourraient être le produit d'une méfiance plus générale à l'égard des vaccins, alimentée au cours de la dernière décennie durant laquelle les controverses liées aux vaccins se sont multipliées en France. Au cours de cette période, les dirigeants et des militants des principaux partis d'extrême droite et du parti Europe Écologie-Les Verts, ainsi que de La France insoumise, ont publiquement critiqué des vaccins, tandis que la défense publique de la vaccination est devenue une cause importante du principal parti du centre – La République en marche – juste après l'élection d'Emmanuel Macron (Cafiero, Guille-Escuret & Ward, 2021).

La réticence précoce à la vaccination contre le Covid-19 parmi les proches des partis de gauche et droite radicales et des partis écologistes pourrait également provenir de *signaux partisans* de méfiance envers les institutions et décideurs politiques, y compris envers la science, les experts et les scientifiques. En effet, les partis de gauche et droite radicales ont développé une critique radicale du système politique français actuel ainsi que de certaines de ses institutions, avant et pendant l'épidémie. Quant au principal parti écologiste, Europe Écologie-Les Verts, il s'est spécialisé dans la critique de la manière dont les agences publiques gèrent la sécurité des produits chimiques et de santé. L'augmentation de l'écart d'intention de vaccination contre le Covid-19 entre ceux qui se sentent proches des partis du centre et ceux qui se sentent proches des partis de gauche et de droite radicales à la fin de l'année 2020 se prête également bien à une explication par des *signaux partisans*. Durant les semaines précédant la campagne de vaccination et à son début, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ont tous deux exprimé leurs inquiétudes concernant les vaccins contre le Covid-19 et la technologie de l'ARN messager en particulier. Ce fut également le cas des leaders des autres partis d'extrême droite (Nicolas Dupont-Aignan pour Debout la France, Florian Philippot pour Les Patriotes) ainsi que de

Michèle Rivasi, l'un des membres les plus en vue du parti écologique Europe Écologie-Les Verts. Enfin, on pourrait aussi observer ce que Sophia L. Pink et ses collègues appellent un *backlash effect* – que l'on peut traduire par « effet de retour » et qui désigne le fait que les *signaux partisans* viennent d'un groupe identifié comme opposé (Pink *et al.*, 2021). Le fait que le gouvernement et le président aient été très visibles dans la communication publique en faveur de la vaccination Covid-19 et qu'ils aient à plusieurs reprises accusé les partis adverses d'être antiscience pourrait avoir été un signal de politisation important pour les personnes qui s'opposent particulièrement à La République en marche.

Ces phénomènes pourraient aussi expliquer les résultats concernant les autres vaccins et la vaccination en général, observés principalement dans des enquêtes réalisées plus tard dans l'épidémie (entre juillet 2021 et mai 2022). Dans ce cas, les prises de position des différents partis avant et pendant l'épidémie auraient eu un effet sur les autres vaccins *via* la suspicion ou la confiance généralisée sur le sujet de la vaccination⁵.

Des résultats à l'appui de l'explication par les signaux partisans

Plusieurs éléments dans nos données jouent en faveur de ces explications fondées sur une combinaison de *signaux partisans* et de *cognition motivée*.

Dans la littérature, la manière de tester la pertinence de cette forme d'explication consiste à vérifier que les écarts d'attitude à l'égard des vaccins en fonction de la proximité partisane (ou d'autres mesures des identités politiques) sont plus importants dans les groupes sociaux les plus susceptibles de saisir ces *signaux partisans* et/ou les plus capables de les intégrer dans un système de représentations cohérent⁶. La manière de définir ces groupes a été fortement contrainte par les enjeux de disponibilité des données. En effet, dans la grande majorité des articles, les personnes potentiellement plus influencées par les *signaux partisans* sont définies en théorie comme étant les plus politisées (plus d'intérêt pour la politique, davantage de suivi de l'actualité politique, plus de compétences dans le maniement des idées politiques...). Cependant, à de rares exceptions près, l'absence dans les questionnaires d'items cherchant à évaluer le degré de politisation des répondants oblige ces chercheurs à utiliser le niveau de diplôme comme un *proxy* de la politisation.

5. Cette suspicion plus générale peut ne pas être envisagée comme telle et ne se traduit pas nécessairement dans le fait de répondre être défavorable aux vaccins en général.

6. Il est important de noter que dans de nombreux cas, cette forme d'explication n'est pas véritablement testée empiriquement. Elle est plutôt formulée pour interpréter

Nous avons dû composer avec cette même contrainte dans notre analyse de l'évolution des intentions de vaccination contre le Covid-19 (Ward *et al.*, 2023a). Nous avons ainsi dû la restreindre aux variables intégrées dans chacune des 34 enquêtes réunies. Le niveau de diplôme était présent dans toutes les enquêtes, mais pas des variables telles que le degré d'intérêt pour la politique, la fréquence du vote, ou la fréquence du suivi de l'actualité politique qui ne figuraient que dans certaines. En utilisant un modèle à effet aléatoire et en contrôlant pour l'âge et le sexe, nous avons testé si les différences d'intention de vaccination croissaient avec le niveau de diplôme dans chacune des six périodes couvertes par nos enquêtes. Nous avons trouvé que les différences d'intention de vaccination décrites plus haut se renforçaient à mesure qu'augmentait le niveau d'éducation dans chaque période et plus particulièrement durant les deux dernières périodes couvertes (mars-juin 2021). Cela milite en faveur de l'explication centrée sur les *signaux partisans*. Un résultat similaire ressort de l'analyse des items portant sur les vaccins hors Covid-19 (hépatite B, rougeole, grippe, HPV, vaccins en général) présents dans notre regroupement d'enquêtes réalisées entre juillet 2021 et mai 2022. Pour ces enquêtes, nous avons pu attribuer un score de politisation à partir de trois questions portant sur le degré d'intérêt pour la politique, la fréquence du vote, et la fréquence du suivi de l'actualité politique. Nous avons ensuite construit un modèle incluant les effets d'interaction entre la proximité partisane et le score de politisation en contrôlant pour l'âge, le revenu, le sexe et le diplôme. Le modèle montre des effets d'interaction significatifs, suggérant à nouveau que les écarts partisans augmentent avec le degré de politisation.

L'épidémie de Covid-19 a aussi été l'opportunité de tester cette association présupposée par la littérature entre politisation et capacité à saisir les *signaux partisans*. Dans une enquête réalisée en juillet et août 2022⁷, nous avons demandé aux répondants : « Vous avez indiqué que le parti dont vous vous sentez le plus proche est {NOM PARTI}. Concernant la vaccination contre le Covid-19, avez-vous bien suivi la position de ce parti sur ce sujet ? » et « Est-ce que vous étiez en accord avec cette position ? ». Nous avons pu constater qu'en effet, les plus politisés avaient davantage suivi la position de leur parti que les moins politisés (36 % de ceux faisant partie du quartile le moins politisé contre 71 % de ceux du quartile le plus politisé). Cette tendance se retrouve au sein de chaque grand groupe

le constat d'écarts d'attitude importants à l'égard des vaccins en fonction des identités ou croyances politiques.

7. Pour des précisions sur l'enquête, voir notre étude (Ward *et al.*, 2022a).

partisan (gauche radicale : 34 % *vs* 71 %, $p < 0,0001$; gauche : 20 % *vs* 55 %, $p < 0,0001$; écologistes : 18 % *vs* 53 %, $p < 0,0001$; centre : 66 % *vs* 88 %, $p < 0,0001$; droite : 8 % *vs* 70 %, $p < 0,0001$; droite radicale : 38 % *vs* 66 %, $p < 0,0001$)⁸. Cependant, on remarque la part importante des plus politisés au sein de chaque formation partisane qui n'ont pas bien suivi le positionnement de leur parti. Si même les plus politisés ne suivent pas la position de leur parti de choix sur la question des vaccins à un moment où cette question domine l'actualité médiatique, alors on entrevoit les limites des explications centrées sur les *signaux partisans*.

Les limites de l'explication par les signaux partisans

Pour une lectrice ou un lecteur avertis de la littérature française traitant des controverses vaccinales et de celle sur les rapports ordinaires au politique, cette focalisation sur le rôle des représentants des partis pose d'emblée un certain nombre de problèmes.

Premièrement, les positions des partis écologistes, de la droite radicale et de la gauche radicale ont soit fortement évolué dans le temps, soit se sont caractérisées par une grande ambiguïté. Ce fut à la fois le cas après 2020, au sujet des vaccins contre le Covid-19, et avant cela à propos des vaccins du calendrier vaccinal. Pendant l'épidémie de Covid-19, les dirigeants des partis de droite radicale plus marginaux (Les Patriotes et Debout la France) n'ont pas dévié de leur rejet de la vaccination Covid-19. Mais le Rassemblement national a lui modifié sa position. Marine Le Pen et d'autres figures du parti ont, certes, publiquement exprimé leurs doutes quant à la sécurité des vaccins contre le Covid-19 dans les semaines précédant le lancement de la campagne de vaccination ainsi que dans les semaines suivantes. Cependant, cette ligne de critique de la politique du gouvernement a rapidement été abandonnée (au moins à partir de mars 2021) pour se reporter plutôt sur l'organisation de la campagne de vaccination. Un changement de position et une temporalité similaires ont été observés pour La France insoumise, dont la critique s'est transposée sur les inégalités d'accès à la vaccination. Donc, en se concentrant sur une explication *top-down*, on aurait dû voir une diminution des écarts partisans dans les intentions de vaccination au cours de l'année 2021. Or, comme nous l'avons souligné plus haut, on observe au contraire un renforcement de celles-ci. Pour les écologistes, le problème de cette explication réside moins dans un changement de position que dans une ambivalence.

8. Données non publiées.

Pour comprendre cette ambivalence, il est nécessaire de revenir à la période pré-Covid-19. En 2009, lorsqu'émerge la controverse autour de la sécurité des vaccins contre la grippe A(H1N1), une figure du parti, M. Rivasi, s'impose parmi les principaux porte-voix des critiques de ces vaccins. Elle est soutenue par plusieurs autres figures centrales du parti (Ward, 2016). Cet engagement dans les débats vaccinaux sera durable puisqu'elle sera parmi les acteurs centraux des controverses vaccinales qui se sont multipliées après cette épidémie (Cafiero, Guille-Escuret & Ward, 2021). Cependant, ce positionnement critique des vaccins a été source de tensions au sein du parti, d'autres courants de cette formation jugeant qu'il lui faisait perdre de la crédibilité en l'associant à l'antivaccinalisme, au rejet de la science et au complotisme (nous reviendrons sur ce sujet plus loin). Ces tensions ont été au cœur des élections primaires de 2016 visant à désigner le représentant du parti à l'élection présidentielle de 2017. Avec la victoire de Yannick Jadot, le parti a défini une ligne officielle résolument pro-vaccin qui s'est maintenue même durant l'épidémie de Covid-19. Mais M. Rivasi et d'autres membres du parti ont continué à prendre des positions très critiques quant à la sécurité des vaccins, et notamment de ceux contre le Covid-19, même si ces positionnements ont été moins visibles médiatiquement que précédemment.

L'ambivalence des positionnements est aussi un problème pour expliquer les attitudes des sympathisants des partis de la droite radicale et de la gauche radicale à l'égard des autres vaccins (hors Covid-19). Ainsi, si certains représentants du Rassemblement national et de La France insoumise ont effectivement exprimé des doutes à l'égard de la sécurité des vaccins avant l'épidémie de Covid-19, ces prises de position ont le plus souvent été très sporadiques et très ambiguës (appel à davantage de transparence, à ce que davantage d'études soient faites, sans affirmation explicite remettant en cause la balance bénéfice-risque de certains vaccins...). Des sources journalistiques ont d'ailleurs signalé le fait que ce sujet faisait l'objet de tensions et de désaccords au sein de ces deux partis, pour des raisons similaires à celles évoquées plus haut à propos d'Europe Écologie-Les Verts.

La deuxième limite de l'explication pas les *signaux partisans* découle en partie des éléments soulignés à l'instant. Les représentants des partis ont été des voix marginales dans les débats publics sur la vaccination en France. Cela est particulièrement vrai pour les critiques des vaccins. Avant et pendant l'épidémie, les acteurs critiques des vaccins les plus visibles ont été des militants spécialisés, des associations à but non lucratif, des groupes de patients, des

médecins, des travailleurs de la santé et leurs syndicats, des universitaires et d'anciens universitaires (Guimier, 2016 ; Cafiero, Guille-Escuret & Ward, 2021). À l'exception de M. Rivasi, et des membres des gouvernements successifs chargés d'annoncer les politiques de vaccination, aucun des leaders politiques n'a été très, ni durablement, visible dans les débats publics au sujet de la sécurité et de l'efficacité des vaccins et cette question n'a eu que très peu d'importance dans leurs répertoires de causes.

Cette faible présence des politiques dans les débats vaccinaux a une conséquence pour les explications *top-down*. Pour que ces *signaux partisans* aient une grande importance, le degré d'intérêt pour la politique et la sophistication politique du groupe étudié doivent être très élevés. Dans le cas de la France, cela pose problème, car le désintérêt pour les débats politiques et la méfiance à l'égard du système politique en général sont omniprésents, mais aussi parce que l'insatisfaction vis-à-vis du parti de son choix tend à être la norme (Buton *et al.*, 2016 ; Lardeux & Tiberj, 2021). Le caractère relativement généralisé de cette insatisfaction est commenté à l'occasion des différentes élections à partir des taux d'abstention. Dans nos données, il se lit notamment dans la part des personnes qui disent ne se sentir proches d'aucun parti. Elles représentent le plus gros groupe partisan avec plus de 25 % des répondants dans chacune des enquêtes évoquées ici.

Cela nous amène à une troisième limite des explications reposant sur une combinaison de *signaux partisans* et de *cognition motivée* : celles-ci ne prêtent attention qu'à une minorité très politisée plutôt que de se tourner vers la majorité qui ne l'est pas. Si l'on prend l'ensemble de nos 34 études portant sur les intentions de vaccination contre le Covid-19, on constate que les plus diplômés (ceux ayant un niveau de diplôme supérieur à bac +2) qui se sentent proches des partis de droite radicale, de gauche radicale ou des écologistes ne représentent que 5,6 % [intervalle de confiance : 5,2 % ; 5,9 %] de ceux qui n'ont pas l'intention de se faire vacciner alors que, toutes préférences partisans confondues, les moins diplômés (moins que le baccalauréat) en représentent 36,2 % [35,4 % ; 26,9 %]. On retrouve une tendance similaire dans nos données portant sur les autres vaccins. Les personnes faisant partie du tercile au plus haut score de politisation qui se sentent proches des partis de droite radicale, de gauche radicale ou des écologistes représentent 13 % [11,3 % ; 13,8 %] du tercile le plus réticent à l'égard des vaccins alors que les moins politisés, toutes formations partisans confondues, en représentent 43 % [41,0 % ; 44,6 %].

Concomitamment, cette focalisation sur la minorité de très politisés et potentiellement très partisans, occulte l'importance de ceux qui ne se retrouvent dans aucun parti. Non seulement les non-partisans constituent le plus gros groupe politique dans nos données, comme nous l'avons vu plus haut, mais il s'agit aussi d'un des groupes les plus réticents à l'égard des vaccins (voir par exemple le tableau 1). Ils constituent le principal groupe ne souhaitant pas se faire vacciner dans notre base de données de 34 enquêtes portant sur le Covid-19 (46 % de ceux qui ne souhaitaient pas se faire vacciner [44,8 % ; 46,4 %] – plus que la part des réticents qui se sentent proches des partis de droite et de gauche radicales ou des écologistes réunis avec 35 % [34,4 % ; 35,9 %]) –, mais aussi le plus gros groupe dans nos données portant sur les autres vaccins (32 % [30,5 % ; 33,9 %] du tercile le plus réticent à l'égard des vaccins, ceux se sentant proches de la droite et de la gauche radicales ou des écologistes réunis représentant 45 % [43,7 % 47,3 %] de ce groupe). Dans l'ensemble, les plus politisés représentent donc une minorité des hésitants. En outre, si l'on regarde au sein de chaque groupe partisan, les plus politisés (ou diplômés) ont des attitudes systématiquement plus favorables aux vaccins que les moins politisés – et ce, même parmi les proches des partis de droite radicale et de gauche radicale.

Politisation, confiance dans les institutions et capacité à identifier les frontières du débat politique légitime

Si les différences partisans constatées au sujet des vaccins ne s'expliquent pas par une nature intrinsèquement partisane de la vaccination et peu par les prises de position des représentants des partis, alors l'explication pourrait principalement résider dans le type de public que chaque parti tend à attirer, indépendamment de sa position sur les vaccins. Ainsi, les choix de positionnement idéologique général, de thématiques à mettre en avant, de pratique politique et de stratégies de recrutement peuvent se traduire par une faculté plus ou moins grande à attirer les personnes ayant déjà des réticences à l'égard des vaccins ou ayant des prédispositions à être réticentes. Cette possibilité que les différences partisans traduisent des effets de recrutement des partis, plutôt que des effets de prises de position a commencé à être envisagée dans la littérature *via* une discussion sur le rôle de la confiance envers les différents acteurs institutionnels impliqués dans les campagnes de vaccination (Choi & Fox, 2022 ;

Wollebæk *et al.*, 2022). La confiance dans ces acteurs a été identifiée comme un des principaux déterminants des attitudes à l'égard des vaccins dans la littérature internationale antérieure à l'épidémie de Covid-19 (Ward & Peretti-Watel, 2020) ainsi que durant l'épidémie de Covid-19 en France (Bajos *et al.*, 2022).

Dans la discussion de l'explication par les signaux partisans, nous avons évoqué la possibilité que certains partis aient pu susciter de la défiance chez leurs sympathisants. Mais la défiance à l'égard de certaines institutions étatiques et politiques est loin d'être un phénomène récent et ne peut certainement pas être principalement attribuée à la montée des partis dits « populistes » (Lardeux & Tiberj, 2021 ; Spire, 2020 ; Tournay & Cautrès, 2021). Dans le cas français, on pourrait donc imaginer que ces différences observées reflètent simplement le fait que les plus insatisfaits à l'égard des institutions publiques et de l'action de l'État ont davantage tendance à se sentir proches des partis de gauche et de droite radicales, des écologistes, et surtout à ne se sentir proches d'aucun parti. Cela pourrait aussi découler des stratégies déployées par La France insoumise et le Rassemblement national consistant à concentrer une partie de leurs ressources vers les quartiers où l'abstention est très marquée et plus généralement vers les publics les plus insatisfaits à l'égard du jeu politique.

Les données existantes appuient en partie cette idée. D'abord, tout au long de l'épidémie de Covid-19, les enquêtes françaises ont montré que les personnes les moins diplômées et, plus généralement, celles en situation de désavantage social (avec des revenus plus faibles, les minorités ethniques, les victimes de discrimination) avaient des attitudes plus défavorables à l'égard des vaccins contre le Covid-19 et les vaccins en général (Santé publique France, 2021 ; Bajos *et al.*, 2022). Or, dans nos données, les personnes moins diplômées et avec des niveaux de revenus bas sont surreprésentées parmi celles se sentant proches des partis de droite et de gauche radicales. Surtout, nos données montrent que les personnes se sentant proches des partis de droite et de gauche radicales sont beaucoup plus défiantes à l'égard des différents acteurs impliqués dans la politique et la communication vaccinales. Dans nos enquêtes réalisées entre juillet 2021 et mai 2022, nous avons demandé aux répondants à quel point ils avaient confiance dans les médias, les agences gouvernementales qui contrôlent les risques liés à la santé et à l'environnement, la science, l'Assemblée et le gouvernement. À partir des réponses à ces questions, nous avons construit un score de confiance. Les personnes faisant partie du tercile le moins confiant représentaient 39 % [36 % ; 41.69%] du groupe proche des partis de gauche

radicale, 56 % [53,9 % ; 58,9 %] de celui de droite radicale, 40 % [37,6 % ; 41,5 %] de celui des non-partisans, 24 % [21,0 % ; 27,4 %] des écologistes, 27 % [23,9 % ; 29,4 %] de celui de droite, 23 % [20,4 % ; 26,1 %] de celui de gauche et 8 % [6,5 % ; 9,4 %] de celui du centre. Lorsque l'on intègre ce score de confiance dans une régression intégrant l'âge, le sexe, le revenu, le diplôme et la proximité partisane, on constate que les écarts partisans décrits plus hauts diminuent, mais restent significatifs. On constate aussi que l'ajout de cette variable de confiance augmente très significativement le pouvoir explicatif du modèle (R^2 passant de 0,102 à 0,195).

Ces résultats suggèrent donc qu'une grande partie des différences partisans ne s'explique pas par une approche *top-down*, mais par des différences de recrutement. Cependant, le fait que les écarts partisans restent significatifs suggère aussi que l'explication par les *signaux partisans* garde une certaine validité.

Ce détour par la confiance souligne une limite majeure de la littérature existante. Celle-ci n'envisage le rôle de la politisation dans la formation des attitudes à l'égard des vaccins que sous un seul angle : la propension à appliquer une grille de lecture politique à ce sujet (*via* une combinaison de capacités à saisir les *signaux partisans* et d'importance donnée à cette grille de lecture politique). Or, un des résultats les plus importants issus des enquêtes que nous avons réalisées est que, quelle que soit la proximité partisane, les plus politisés ont des attitudes beaucoup plus favorables aux vaccins que les moins politisés. Cela s'explique, en partie, parce que la politisation est corrélée au degré de confiance dans les institutions. On peut aussi penser que les plus politisés partagent d'autres qualités les prédisposant aux attitudes particulièrement favorables aux vaccins ; malheureusement, nous n'avons pas pu les explorer à ce stade.

Toutefois, la littérature sur les *signaux partisans* peut inspirer un autre type d'explication. Ainsi, dans les travaux que nous avons discutés jusqu'à présent, une plus grande politisation est vue purement comme a) une capacité à croiser les *signaux partisans* envoyés par les politiques, car ils s'informent davantage sur les questions politiques et b) une propension à manier les idéologies partisans et à les appliquer à tout nouveau sujet. Mais le problème de cette approche est qu'elle se concentre sur la partie des acteurs qui participent aux débats politiques – les représentants des partis politiques – et sur la partie des arguments mobilisés dans ces débats – les registres argumentaires idéologiques et partisans. En France, la consultation et la discussion de l'actualité médiatique sont au cœur de la socialisation à la politique et de la pratique de la politisation ordinaire (Buton

et al., 2016). Or, même sur les sujets les plus au cœur de la compétition partisane, les acteurs et arguments spécifiques à la politique *stricto sensu*, sont loin de couvrir la totalité des contenus de l'actualité politique. Toute une variété d'acteurs intervient sur ces sujets : experts, intellectuels, éditorialistes, représentants d'associations, d'institutions, de syndicats, publics concernés, etc. Les plus politisés sont donc à la fois davantage susceptibles de connaître la position de leur parti de choix à propos des vaccins, mais aussi de connaître la position de toute une diversité d'acteurs – la part des représentants des partis dans ces débats dépendant fortement des sujets. Les plus politisés seront donc tout simplement davantage susceptibles de connaître l'état des débats publics sur un sujet donné.

Or, il faut prendre en compte la spécificité des débats médiatiques autour des vaccins. Non seulement les représentants des partis y sont marginaux, comme nous l'avons évoqué plus haut, mais la vaccination bénéficie d'un marquage symbolique particulier. Ainsi, comme nous l'avons montré (Ward, Guille-Escuret & Alapetite, 2019), la vaccination est devenue l'un des principaux exemples utilisés publiquement pour illustrer les bienfaits de la science pour l'humanité. En France, depuis au moins le début des années 1990, le fait de rejeter les vaccins a été constamment présenté comme traduisant un rejet de la science et associé au complotisme ainsi qu'à l'irresponsabilité face à la montée des risques épidémiques. Les critiques des vaccins ont ainsi été constamment soumises à ces accusations de manque de crédibilité scientifique, mais aussi d'instrumentalisation politique d'un sujet relevant de la science et non d'intérêts politiques. Une grande partie de la couverture médiatique des débats autour de la vaccination a donc consisté dans l'affirmation que les vaccins étaient précisément le type de sujet sur lequel il était illégitime de débattre sur un mode politique, car la recherche scientifique a produit un verdict dépassant les intérêts et les clivages partisans. Cela est notamment passé par la dénonciation du présupposé rejet de la science par les mouvements politiques qualifiés de populistes. Ces signaux sont envoyés par les chercheurs spécialistes de la vaccination, les représentants des ordres des professionnels de santé, mais aussi par les journalistes eux-mêmes qui voient souvent leur rôle comme étant celui de préserver la qualité des débats publics et de l'information donnée au public, notamment sur les questions de santé (Marchetti, 2010) et plus particulièrement en contexte d'épidémie (Ward, 2019). Le développement des formats de « fact-checking » et de « debunking » ces dix dernières années témoigne du fait que le traitement médiatique de questions comme celle des vaccins consiste, en partie, à définir les frontières de ce qui peut être

débatu et de ce qui ne devrait pas l'être (Hallin, 1986 ; Marchetti, 2010). Une grande partie des contenus faisant l'actualité médiatique est donc constituée de signaux en faveur d'une dépolitisation plutôt que d'une politisation de la question vaccinale.

Les plus politisés sont donc aussi ceux qui sont les plus susceptibles d'être mis face aux arguments dénonçant le manque de crédibilité et les transgressions scientifiques des représentants des partis – y compris ceux de leur parti de choix. En outre, les plus politisés ne sont pas nécessairement ceux qui adhèrent de la manière la plus complète à la ligne définie par leur parti. Ils sont aussi susceptibles d'être davantage conscients de l'existence de positions dominées au sein de l'appareil du parti ou de s'intéresser suffisamment à ces questions pour construire un point de vue différent et se sentir compétents et habilités à le faire (Barrault-Stella, Gaïti & Lehingue, 2019). C'est plus particulièrement le cas dans le contexte français où une certaine insatisfaction à l'égard de tous les partis – y compris le parti dont on se sent le plus proche – tend à être la norme même chez les plus politisés. On peut d'ailleurs penser que c'est précisément sur des sujets tels que la vaccination, sujets dont la nature idéologique n'est pas manifeste ou n'a pas été rendue manifeste par son intégration de longue date dans la compétition politique, que le potentiel de décalage entre le parti et sa base est le plus susceptible d'exister. D'ailleurs, le risque de perdre en crédibilité publique et de s'aliéner une partie des sympathisants est pris en compte par les appareils des partis dans leurs choix d'ajout de thématiques à leurs répertoires de causes. On peut penser que c'est en partie ce qui explique pourquoi le Rassemblement national et La France insoumise qui sont restés ambivalents et n'ont pas fortement investi la thématique de la sécurité des vaccins avant 2020, se sont rapidement éloignés de celle-ci après le début de la campagne de vaccination contre le Covid-19.

Conclusion

Les enquêtes réalisées pendant l'épidémie de Covid-19 ont permis de commencer à explorer le rapport entre politisation et attitudes à l'égard des vaccins en France. Elles ont montré de forts écarts d'attitude entre d'un côté, les personnes proches des partis de droite et de gauche radicales et de l'autre, celles se sentant proches des partis de droite, de gauche et surtout du centre. Les personnes se sentant proches des partis écologistes se situant dans un entre-deux plus ou moins similaire aux premiers selon les dimensions de la vaccination étudiées. L'analyse de ces données suggère que les prises

de position publiques de ces formations politiques sur les vaccins n'expliquent qu'en partie ces écarts, leurs propensions très différentes à attirer les publics les plus méfiants à l'égard des autorités publiques les motivant davantage. Surtout, ces données montrent l'importance qu'il y a à ne pas se focaliser sur les oppositions partisans et à intégrer les différences de politisation et de rejet de la politique partisane. En effet, un de nos principaux résultats est que ceux ne se disant proches d'aucun parti et les moins politisés constituent les plus grands groupes de réticents à l'égard des vaccins.

Le fait que les questions de santé aient historiquement été faiblement saisies par les partis politiques français rend compréhensible le faible intérêt des sociologues des comportements de santé pour cette politisation *stricto sensu*. Cela a pour conséquence que les résultats commentés ici ouvrent sur autant de questions qu'ils n'en referment. En effet, il n'existe que très peu de données comparables, collectées avant l'épidémie de Covid-19, ce qui en limite l'interprétation. Avec l'épidémie de Covid-19, les questions de santé et la vaccination en particulier se sont trouvées de manière inédite au centre de l'actualité politique et de la compétition partisane. L'épidémie a aussi transformé l'objet vaccin en tant qu'objet de perception publique. La vaccination y a principalement ciblé les adultes, et a été pensée en relation avec des facteurs de risques. Les limites de sa capacité à empêcher la transmission ainsi qu'à protéger dans la durée ont été soulignées. Elle a été discutée en relation à d'autres interventions de santé publique relativement inédites en France : port du masque, confinements, tests de dépistage, passe sanitaire, obligation de vaccination des professionnels de santé... Ces aspects de l'événement Covid-19 ont pu favoriser l'application d'une lecture plus politique des questions de santé en général pour une grande partie du public. La répétition d'enquêtes de ce type dans le futur, intégrant des items portant sur les rapports à la politique et à la compétition partisane en particulier, est donc nécessaire pour mieux comprendre le rôle d'événements tels que cette épidémie dans la politisation ou non des rapports ordinaires à la médecine et la santé.

Dans le cas des attitudes à l'égard des vaccins, les principaux chercheurs à s'être intéressés au rôle des rapports ordinaires à la politique sont des Américains se plaçant à l'interface de la psychologie sociale et de la psychologie cognitive. Cette littérature présente plusieurs limites. Parce que ces travaux se focalisent sur le cas des États-Unis, pays où les identités et croyances politiques semblent avoir pris une place importante dans la vie quotidienne, leurs résultats sont difficilement généralisables. Surtout, ils ont tendu à traiter la politique *stricto sensu* de manière séparée des autres phénomènes

sociaux qui peuvent pourtant influencer les rapports ordinaires aux partis et à leurs discours. Cela s'est traduit notamment par une occultation complète des personnes ne se sentant proches d'aucun parti, qui constituent pourtant le plus grand groupe des réticents à l'égard des vaccins. Mais aussi par une tendance à traiter la question de la confiance à l'égard des institutions et acteurs impliqués dans les campagnes vaccinales de manière séparée, voire concurrente, de celle des identités politiques. Enfin, ils s'appuient sur une vision assez pauvre des débats publics portant sur les vaccins.

Ces travaux ont néanmoins permis d'identifier et de clarifier un certain nombre de mécanismes par lesquels les identités et croyances politiques peuvent en venir à influencer les attitudes à l'égard des vaccins et des sujets scientifiques plus généralement. Surtout, cette littérature a le mérite de prendre acte du fait que les représentants des partis prennent des positions publiques sur des questions de santé et de poser la question du rapport entre politique et santé dans l'expérience ordinaire des différents groupes sociaux. Cette question prend une acuité particulière avec l'épidémie de Covid-19 et dessine un espace de réflexion à explorer. Dans le cas de la vaccination, cette réflexion doit s'appuyer sur les travaux existants, mais surtout mieux penser les rapports entre la politique *stricto sensu* et la politique *lato sensu*. C'est ce que nous avons essayé de faire dans cet article en nous appuyant sur les acquis de la sociologie française des rapports ordinaires à la politique pour analyser des données d'enquêtes par questionnaire collectées au cours de l'épidémie de Covid-19. Cette approche a notamment permis de suggérer des mécanismes psychosociaux non décrits dans la littérature existante.

Mais cette approche invite surtout à mieux articuler les travaux centrés sur les processus socio-cognitifs individuels et ceux centrés sur la manière dont la compétition partisane se structure. L'évolution de la structuration de l'industrie médiatique constitue ainsi un facteur crucial à intégrer à l'analyse. On a vu durant l'épidémie de Covid-19 que des chaînes de télévision et de radio très marquées à droite comme *CNews* et *Sud Radio* ont donné une place importante aux critiques les plus radicales de l'expertise scientifique dominante. On constate ainsi une rupture avec la tendance des médias d'information générale centraux à se positionner en garde-fou contre les excès de la politisation des questions scientifiques (Institut Montaigne, 2019). Cette rupture marque-t-elle une évolution à long terme vers un renforcement des fractures politiques dans l'espace médiatique, au point d'affecter le traitement des questions de santé traditionnellement vues comme devant en être préservées (Marchetti, 2010) ? L'étude de la place des questions de santé dans

la compétition partisane constitue aussi un maillon essentiel de l'analyse de la pérennité, l'étendue et la nature de la politisation ordinaire d'une question comme la vaccination. La faible place des questions de santé dans les programmes des candidats à la présidentielle de 2022 (Chelle, 2022) peut ainsi conduire à douter d'un renforcement à venir de la politisation des questions de santé. Enfin, et surtout, il est crucial d'intégrer l'évolution des conditions de la compétition partisane. Les élections présidentielles récentes en France ont ainsi montré que l'offre politique pouvait évoluer et avec elle les sujets choisis par les partis pour se démarquer ainsi que leurs stratégies de mobilisation des sympathisants. De nombreux travaux ont analysé l'émergence ou le renforcement des partis « populistes » à la suite de la crise de 2008 et/ou en réponse à une désaffection grandissante vis-à-vis de l'offre partisane existante. Un certain nombre de ces partis mettant en avant des critiques plus radicales du fonctionnement des institutions publiques et de la démocratie ont présenté des discours très critiques sur les vaccins, allant même parfois jusqu'à donner un crédit public aux théories du complot les moins fondées (Kennedy, 2019 ; Uscinski *et al.*, 2021). Cependant, en plus de ne couvrir qu'une petite partie de la question des rapports entre politisation et attitudes à l'égard des vaccins, l'association automatique entre « populisme » et réticence à l'égard des vaccins pose problème. En effet, en plus du flou définitionnel et des biais normatifs du concept de « populisme » (Deleixhe, Landenne & Lorenzini, 2020), le cas français présenté ici souligne surtout l'ambivalence des principaux partis étiquetés de cette manière sur la question des vaccins et les enjeux de crédibilité qui vont avec leurs ambitions de sortir de la marginalité radicale. Pour comprendre le rapport entre politisation et attitudes à l'égard des vaccins, il est donc nécessaire d'étudier comment les différents partis perçoivent les frontières de ce qui est un positionnement crédible sur les questions médicales. En ce sens, l'épidémie de Covid-19 constitue une opportunité de mieux comprendre non seulement le rôle de la politisation dans les rapports ordinaires à la science, mais aussi les mécanismes par lesquels la recherche scientifique en vient à contraindre les prises de position des différents partis.

Jeremy K. WARD

Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale, société
(université Paris Cité/CNRS/Inserm/EHESS)
 jeremy.ward @inserm.fr

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Attwell K., Ward P. R., Meyer S. B., Rokkas P. J., Leask J., 2018, « “Do-it-yourself:” Vaccine Rejection and Complementary and Alternative Medicine (CAM) », *Social Science & Medicine*, 196, C, p. 106-114. DOI : 10.1016/j.socscimed.2017.11.022.
- Bajos N., Spire A., Silberzan L., Group for the E. Study Group, 2022, « The Social Specificities of Hostility Toward Vaccination Against Covid-19 in France », *PLoS ONE*, 17, 1, p. e0262192. DOI : 10.1371/journal.pone.0262192.
- Barrault-Stella L., Gaïti B., Lehingue P. (dir.), 2019, *La Politique désenchantée ? Perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Bergeron H., Castel P., 2015, *Sociologie politique de la santé*, Paris, Puf.
- Boy D., 2013, « Les représentations sociales de la science et de la technique » dans TNS-Sofres, *L'État de l'opinion 2013*, Paris, Le Seuil.
- Buton F., Lehingue P., Mariot N., Rozier S. (dir.), 2016, *L'Ordinaire du politique : enquêtes sur les rapports profanes au politique*, Ville-neuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- Cafiero F., Guille-Escuret P., Ward J. K., 2021, « “I’m not an Anti-vaxxer, but...” Spurious and Authentic Diversity Among Vaccine Critical Activists », *Social Networks*, 65, p. 63-70. DOI : 10.1016/j.socnet.2020.11.004.
- Chelle É., 2022, « La santé, sujet contrarié de la campagne présidentielle ? », *Les Tribunes de la santé*, 71, 1, p. 123-134. DOI : 10.3917/seve1.071.0123.
- Choi Y., Fox A. M., 2022, « Mistrust in Public Health Institutions Is a Stronger Predictor of Vaccine Hesitancy and Uptake than Trust in Trump », *Social Science & Medicine*, 314, p. 115440. DOI : 10.1016/j.socscimed.2022.115440.
- Coconel, 2020, « A Future Vaccination Campaign Against Covid-19 at Risk of Vaccine Hesitancy and Politicization », *The Lancet Infectious Diseases*, 20, 7, p. 769-770. DOI : 10.1016/S1473-3099(20)30426-6.
- Conis E., 2014, *Vaccine Nation: America's Changing Relationship with Immunization*, Chicago, University of Chicago Press.
- Deleixhe M., Landenne Q., Lorenzini D., 2020, « Présentation », *Revue européenne des sciences sociales*, 58, 2, p. 13-17. DOI : 10.4000/ress.6772.
- Durbach N., 2004, *Bodily Matters: The Anti-Vaccination Movement in England, 1853-1907*, Durham, Duke University Press.

- Gagneux-Brunon A., Bothelo-Nevers E., Bonneton M., Peretti-Watel P., Verger P., Launay O., Ward J. K., 2022, « Public Opinion On a Mandatory COVID-19 Vaccination Policy In France: a Cross-Sectional Survey », *Clinical Microbiology and Infection*, 28, 3, p. 433-439. DOI : 10.1016/j.cmi.2021.10.016.
- Guimier L., 2016, *Approche géopolitique de la résistance aux vaccinations en France : le cas de l'épidémie de rougeole de 2008-2011*, thèse de doctorat en géopolitique dirigée par B. Giblin et J.-M. Amat-Roze, université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis.
- Hacquin A.-S., Altay S., Araujo E. de, Chevallier C., Mercier H., 2020, « Sharp Rise in Vaccine Hesitancy In a Large and Representative Sample of the French Population: Reasons For vaccine Hesitancy », *PsyArXiv*. DOI : 10.31234/osf.io/r8h6z.
- Hallin D. C., 1986, *The Uncensored War: The Media and Vietnam*, New York, Oxford University Press.
- Holmberg C., Blume S., Greenough P. (dir.), 2017, *The Politics of Vaccination: A Global History*, Manchester, Manchester University Press.
- Hornsey M. J., Edwards M., Lobera J., Díaz-Catalán C., Barlow F. K., 2021, « Resolving the Small-Pockets Problem Helps Clarify the Role of Education and Political Ideology In Shaping Vaccine Scepticism », *British Journal of Psychology*, 112, 4, p. 992-1011. DOI : 10.1111/bjop.12500.
- Institut Montaigne, 2019, *Media Polarization « à la française »? Comparing the French and American Ecosystems*, Paris, Institut Montaigne.
- Kahan D. M., 2012, « Cultural Cognition as a Conception of the Cultural Theory of Risk » dans S. Roeser, R. Hillerbrand, P. Sandin, M. Peterson (dir.), *Handbook of Risk Theory. Epistemology, Decision Theory, Ethics, and Social Implications of Risk*, New York, Springer, p. 725-759.
- Kennedy J., 2019, « Populist Politics and Vaccine Hesitancy in Western Europe: an Analysis of National-Level Data », *European Journal of Public Health*, 29, 3, p. 512-516. DOI : 10.1093/eurpub/ckz004.
- Lagroye J., 2003, *La Politisation*, Paris, Belin.
- Lardeux L., Tiberj V. (dir.), 2021, *Génération désenchantée ? Jeunes et démocratie*, Paris, La Documentation française.
- Löwy I., 2009, « Les politiques de vaccination au Brésil : entre science, santé publique et contrôle social », *Sciences sociales et santé*, 27, 3, p. 105-134. DOI : 10.1684/sss.2009.0305.
- Marchetti D., 2010, *Quand la santé devient médiatique. Les logiques de production de l'information dans la presse*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

- Merkley E., Loewen P. J., 2021, « Anti-Intellectualism and the Mass Public's Response to the COVID-19 Pandemic », *Nature Human Behaviour*, 5, 6, p. 706-715. DOI : 10.1038/s41562-021-01112-w.
- Motta M., 2021, « Republicans, Not Democrats, Are More Likely to Endorse Anti-Vaccine Misinformation », *American Politics Research*, 49, 5, p. 428-438. DOI : 10.1177/1532673X211022.
- Pink S. L., Chu J., Druckman J. N., Rand D. G., Willer R., 2021, « Elite Party Cues Increase Vaccination Intentions Among Republicans », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 118, 32, p. e2106559118. DOI : 10.1073/pnas.2106559118.
- Reich J. A., 2016, *Calling the Shots: Why Parents Reject Vaccines*, New York, New York University Press.
- Salvadori F., Vignaud L.-H., 2019, *Antivax : la résistance aux vaccins du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Vendémiaire.
- Santé publique France, 2021, « Comment évolue l'adhésion des Français aux mesures de prévention contre le Covid-19 ? Résultats de la vague 28 de l'enquête CoviPrev », Paris, Santé publique France.
- Spire A., 2020, « La confiance dans l'État : une relation pratique et symbolique » dans C. Senik (dir.), *Crises de confiance ?* Paris, La Découverte, p. 37-55.
- Tournay V., Cautrès B., 2021, *Les Déterminants politiques de la rationalité vaccinale : analyse d'une passion française (II)*, Paris, Sciences Po, coll. « Note de recherche. Le baromètre de la confiance politique - vague 12bis ».
- Uscinski J. E., Enders A. M., Seelig M. I., Klofstad C. A., Funchion J. R., Everett C., Wuchty S., Premaratne K., Murthi M. N., 2021, « American Politics in Two Dimensions: Partisan and Ideological Identities versus Anti-Establishment Orientations », *American Journal of Political Science*, 65, 4, p. 877-895. DOI : 10.1111/ajps.12616.
- Vassy C., Derbez B., 2019, *Introduction à la sociologie de la santé*, Paris, Armand Colin.
- Ward J. K., 2015, *Les Vaccins, les médias et la population : une sociologie de la communication et des représentations des risques*, thèse de doctorat en sociologie dirigée par G. Bronner, université Paris Diderot.
- , 2016, « Rethinking the Antivaccine Movement Concept: A Case Study of Public Criticism of the Swine Flu Vaccine's Safety in France », *Social Science & Medicine*, 159, p. 48-57. DOI : 10.1016/j.socscimed.2016.05.003.
- , 2019, « Journalists and Science: Boundary-Making in the Media Coverage of the 2009 Pandemic Flu Vaccine's Safety in

- France », *Sociologie*, 10, 4, p. 77-94. DOI : 10.3917/socio.104.0377.
- , Bonneton M., Bothelo-Nevers E., Gagneux-Brunon A., Gauna F., Grison D., Launay O., Peretti-Watel P., Verger P., 2021, « Premiers résultats de l'enquête SLAVACO vague 1 et approfondissement de l'analyse de l'enquête COVIREIVAC. Les Français et la vaccination », Paris, SLAVACO, disponible en ligne, <http://www.orspaca.org/sites/default/files/Covireivac-note2-v3.pdf>, mis en ligne le 21 juillet 2021, consulté le 25 mai 2023.
- , Cortaredona S., Gauna F., Peretti-Watel P., 2023, « Partisan Cues Provide a Very Limited Explanation of Political Differences in Intentions to Vaccinate Against COVID-19 in France », *PsyArXiv*. DOI : 10.31234/osf.io/aghvc.
- , Gauna F., Bothelo-Nevers E., Gagneux-Brunon A., Grison D., Launay O., Peretti-Watel P., Verger P., 2022a, « Enquête COVIREIVAC vague 2 – SLAVACO vague 4. Rappels et vaccination des enfants en période de décrue de l'épidémie », Paris, COVIREIVAC-SLAVACO, disponible en ligne, <http://www.orspaca.org/notes-strategiques/enqu%C3%AAt-covireivac-vague-2-slavaco-vague-4-rappels-et-vaccination-des-enfants-en>, mis en ligne en juin 2022, consulté le 25 mai 2023.
- , Guille-Escure P., Alapetite C., 2019, « Les “antivaccins”, figure de l'anti-Science », *Déviance et Société*, 43, 2, p. 221-251. DOI : 10.3917/ds.432.0221.
- , Peretti-Watel P., 2020, « Comprendre la méfiance vis-à-vis des vaccins : des biais de perception aux controverses », *Revue française de sociologie*, 61, 2, p. 243-273. DOI : 10.3917/rfs.612.0243.
- , Schultz É., Mancini J., Bouhnik A.-D., Casanova C., Dembélé E., Gauna F., Lotto M., Peretti-Watel P., Rouquette A., Touzani R., Verger P., 2022b, « Enquête SLAVACO vague 3 – SESSTIM : vaccination des enfants, intentions de vaccination contre le Covid et usage de l'application TousAntiCovid », Paris, SLAVACO, disponible en ligne, <http://www.orspaca.org/notes-strategiques/enqu%C3%AAt-slavaco-vague-3-vaccination-des-enfants-intentions-de-vaccination-contre>, mis en ligne en janvier 2022, consulté le 25 mai 2023.
- Wollebæk D., Fladmoe A., Steen-Johnsen K., Ihlen Ø., 2022, « Right-Wing Ideological Constraint and Vaccine Refusal: The Case of the Covid-19 Vaccine in Norway », *Scandinavian Political Studies*, 45, 2, 253-278. DOI : 10.1111/1467-9477.12224.